

Mot du Professeur Salim Daccache s.j., Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, à la conférence de presse à l'occasion de la journée mondiale pour la lutte contre la corruption et l'annonce du projet « ACT » (Anti-Corruption and Transparency Project : Projet pour l'anti-corruption et la transparence) dans le but de propager le savoir, la culture, le jugement et la lutte contre la rétribution, le mercredi 09 décembre 2020, à l'amphithéâtre François Bassil.

L'université représente la majorité silencieuse, en particulier ceux qui ne peuvent pas parler. Depuis des années, la voix de l'université se fait entendre et condamne la corruption qui sévit au Liban. Un ministre m'a dit, il était ministre il y a dix ans, puis il a été choisi comme ministre il y a peu de temps : « il était possible de sauver la patrie de la corruption du système politique et économique, mais aujourd'hui, nous ne pouvons plus le faire parce que la corruption est devenue endémique comme l'épidémie et le Corona en est le modèle.

L'échec des gouvernements successifs depuis l'indépendance, et même avant, depuis 1920, dans la lutte contre la corruption, nous a amenés à cet état dans lequel nous nous trouvons, car la corruption s'est transformée en un mode de vie et un système ayant ses propres traditions et ses propres personnes au Liban ... car l'État ne peut pas remplir sa mission comme le disait Ibn Khaldoun dans sa célèbre introduction "*quand la corruption sévit dans tous ses secteurs*". La responsabilité aujourd'hui est historique et le salut s'accomplit dans la rétribution et l'établissement de l'État de droit et des institutions, et parce que tout le système, de la base de la pyramide jusqu'à son sommet, est embourbé dans la corruption, le clientélisme et le mépris des esprits et des âmes des gens, par conséquent la révolution a éclaté et je vous assure qu'elle n'a pas pris fin tant que ses effets demeurent contre une corruption qui sévit partout.

L'importance du projet que nous nous apprêtons à présenter et le rôle de l'université, de l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance dans ces circonstances dans lesquelles nous vivons, consistent à mener une recherche objective universitaire dont la mission est de découvrir les sources du gaspillage et de la corruption ainsi que leur fonctionnement. Car ce projet est le fruit d'une coopération entre l'université à travers l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance, l'ALDIC (l'Association libanaise pour les droits et les intérêts des contribuables) et l'Union européenne avec Expertise France, nous les remercions donc pour leur aide à ce propos car cela concerne tout le monde et les pousse à travailler à la reconstruction du Liban.

Le rôle des jeunes et des étudiants dans ce projet est essentiel car ils jouent un rôle pionnier dans la dénonciation de la corruption. Ce projet de recherche bénéficie du soutien total de l'université, car l'un de ses objectifs est d'encadrer et d'orienter la responsabilité des personnes et des jeunes dans la diffusion de la culture de la lutte contre la corruption et le travail pour le salut du Liban, de la patrie et de l'État. Lorsque nous accomplissons ce travail, nous nous comportons comme de bons citoyens qui n'acceptent pas de compromis en ce qui concerne leurs droits et leurs enfants.

Nous n'allons pas désespérer ni nous résigner, et aujourd'hui nous nous réunissons pour dire que nous sommes les enfants de cette patrie, ceux de l'espérance et de la résurrection, et nous continuerons à travailler à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth pour la résurrection du Liban.

Lorsque nous vivons la commémoration du centenaire de la fondation du Grand Liban, nous n'oublions pas de commémorer la déclaration de l'État du Grand Liban et, étant donné que nous appartenons à un vaste mouvement de changement, nous travaillons pour le Liban, l'État fort, vigilant, juste et aimant tous ses citoyens.